La Ville met le département face à ses responsabilités

Entre explosion des demandes et des coûts en matière sociale et forte baisse des dotations de l'État, Aulnay-sous-Bois a engagé une procédure de restitution d'une partie de ses compétences sociales au département, garant de ce service public. *Oxygène* a rencontré Séverine Maroun afin de comprendre la situation actuelle. Explications.

Première adjointe au maire d'Aulnay-sous-Bois et conseillère départementale d'opposition de la Seine-Saint-Denis

Qu'en est-il de la situation du service social polyvalent à Aulnay ?

La chronologie ci-contre rappelle les faits et souligne que ce dossier résulte d'une pratique ancienne assez spécifique à la Seine-Saint-Denis. Cela a sans doute été efficace lors de sa mise en place pour permettre, lors du transfert de l'État au département d'un certain nombre de compétences sociales, à la fois d'éviter les doublons, d'appuyer l'action sociale des départements sur l'existant communal et de ne pas changer les habitudes des usagers attachés à la proximité. Mais le temps passant, cette pratique a entraîné pour la ville d'Aulnay un effet de ciseau très important. Ce service, qui ne cessait de prendre de l'ampleur, voyait son coût exploser et les compensations ne suivaient pas cette augmentation.

Dans un contexte où les finances publiques sont marquées par une forte baisse des subventions et dotations, cela n'était plus soutenable sauf à augmenter très fortement les impôts locaux. Le choix a donc été de rationaliser l'exercice de la mission de service public en considérant que chacun devait exercer ses compétences. D'ailleurs, dans ce choix, Aulnay a suivi l'exemple d'autres villes du département qui, dans les années 1990 et jusqu'au début des années 2000, ont elles aussi engagé une procédure de restitution de leurs compétences sociales au département.

Les Aulnaysiens sont en droit de s'inquiéter car si la Ville veut rendre les compétences et que le département ne veut pas les reprendre, comment le service social va-t-il s'exercer ?

D'abord, la Ville, même si elle souhaite rendre ses compétences, ne se désengage pas du tout de l'action sociale. Le Centre communal d'action sociale (CCAS) reste là pour suivre les Aulnaysiens dans leurs demandes d'accompagnement à constituer des dossiers d'aide sociale et continuer de remplir pleinement ses missions d'orientation et de conseil. Ensuite, lors des échanges entre avocats, celui du département a indiqué « *ces services sociaux départementaux sont accessibles à toutes les personnes en difficulté souhaitant y avoir accès sans qu'aucune condition tenant à leur lieu de domiciliation ne soit exigée. Par conséquent, les circonscriptions départementales d'action sociale de Drancy, de Pavillons-sous-Bois, de Livry-Gargan ou encore de Sevran sont susceptibles d'accueillir à tout moment des habitants d'Aulnay-sous-Bois* ». Les habitants peuvent donc se rendre dans ces circonscriptions et ne sont donc pas sans solution.

Vous avez conscience que dire aux Aulnaysiens qui sont les plus en difficulté qu'il faut qu'ils aillent à Drancy, aux Pavillons-sous-Bois, à Livry-Gargan ou à Sevran, c'est une difficulté supplémentaire ?

Oui. Nous avions d'ailleurs demandé au département d'ouvrir sur Aulnay une circonscription sociale comme il en existe dans toutes les villes grandes ou moyennes de Seine-Saint-Denis. Nous pensons que cela se justifie pour la troisième commune du département, avec 85 000 habitants. Mais la Ville ne souhaite pas polémiquer. En tant que première adjointe et conseillère départementale, je connais les contraintes et difficultés des deux collectivités. L'action de la ville d'Aulnay n'est pas partisane. D'ailleurs, les premiers échanges avec le département sur un éventuellement déconventionnement ont été initiés par Gérard Ségura lorsqu'il était maire et vice-président du conseil général. Notre démarche constructive et ouverte se veut un effort de rationalisation, d'économie et de bonne gestion.

Je suis élue d'opposition au département mais je suis certaine que le président, Stéphane Troussel, partage le même souci. Avec je crois